



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 21 – 12 décembre 2022

 Sommaire

Actualité économique :

- **Environnement macro-économique** : inflation / prix à la production / répercussion sur les prix finaux / dynamique de l'inflation / rachats d'actifs / industrie manufacturière / construction / chimie / R&D
- **Politique budgétaire** : budget 2023 / freins aux prix / entreprises publiques
- **Politiques sociales** : Bürgergeld / bas salaires / marché du travail / démographie / formation continue et éducation

Actualité financière :

- **Régulation financière** : organisme de garantie des retraites complémentaires d'entreprises
- **Banques et assurances** : FBE / stabilité financière / Commerzbank / LBBW / Extremus

 LE CHIFFRE À RETENIR

11,3 %

Inflation en novembre (IPCH)
selon Destatis (données
provisoires)

 ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Reflux surprise de l'**inflation** en novembre, d'après des chiffres provisoires de [Destatis](#). Elle a atteint 11,3 % (IPCH) en glissement annuel, après 11,6 % en octobre. Si la hausse des prix de l'énergie s'est quelque peu atténuée (+38,4 % en g.a. contre +43 % en octobre), elle continue de s'accélérer pour l'alimentation (+21 % contre +20,1 % en octobre).

La hausse des **prix à la production** a elle-même ralenti en octobre d'après [Destatis](#), à +34,5 % en glissement annuel, après +45,8 % en septembre et en août. En glissement mensuel, c'est la première

fois depuis mai 2020 que les prix à la production reculent (-4,2 % par rapport à septembre).

Une enquête conjoncturelle de l'[Ifo](#) auprès de 6500 entreprises indique que celles-ci n'ont pour le moment répercuté en moyenne que 34 % de la hausse de leurs prix d'achat sur leurs prix finaux. D'ici avril 2023, elles prévoient toutefois de **répercuter la hausse de leurs prix d'achat** à hauteur de 50 %.

Offre ou demande, that is the question. La [Bundesbank](#) a estimé dans une étude la contribution des facteurs d'offre et de demande à la **dynamique de l'inflation** aux Etats-Unis et en zone euro sur plusieurs décennies. Elle trouve que la poussée de l'inflation depuis la mi 2021 est due à la combinaison de conditions de demande

extraordinairement expansionnistes et d'une offre restreinte, avec un rôle un peu plus important de l'offre en zone euro qu'aux États-Unis en raison de sa plus grande exposition aux chocs négatifs sur les prix mondiaux de l'énergie.

Dans une autre étude, la [Bundesbank](#) s'intéresse à l'impact macroéconomique des réinvestissements au sein de **programmes d'achat d'actifs**, en prenant appui sur Programme d'achat d'urgence sous la pandémie de l'Eurosystème (PEPP).

La production dans l'**industrie manufacturière** allemande corrigée de l'inflation a chuté de -0,1 % en octobre par rapport à septembre alors qu'elle avait augmenté de +1,1 % entre août et septembre, selon [Destatis](#). La baisse est sensible dans les industries énergivores, à -3,6 %.

Pour autant, les entrées de commandes corrigées de l'inflation (cvs-cjo) dans l'**industrie manufacturière** ont rebondi en octobre d'après des données provisoires de [Destatis](#), à +0,8 % par rapport à septembre. En glissement annuel, elles sont toutefois en repli de -3,2 % (cjo).

Les entrées de commande corrigées de l'inflation dans le secteur principal de la **construction** sont elles en retrait d'après [Destatis](#). Elles ont diminué de -3,6 % (cvs-cjo) entre septembre et août 2022 et de -22,6 % entre septembre 2022 et septembre 2021. C'est la plus forte chute en glissement annuel depuis février 2005.

Aucun secteur n'est aussi touché par la pénurie et la hausse du prix du gaz que la **chimie**, selon une étude de la [Deutsche Bank](#). En octobre 2022, le niveau de production était inférieur de 22,5 % à celui du 4^e trimestre 2021.

D'après des données provisoires du [Stifterverband](#) pour le Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche, l'Allemagne a investi 3,13 % de son PIB dans la **recherche et développement** en 2021. Le secteur privé a contribué à hauteur de 2,09 %, les universités et l'État 1,05 %.

Politique budgétaire

Le [Bundestag](#) a adopté le 25 novembre le **budget fédéral 2023**. Il prévoit des dépenses de 476,3 Mrd€ tout en consacrant le retour du frein à la dette. La limite d'endettement net autorisée a toutefois été sensiblement rehaussée sur la base des prévisions macroéconomiques actualisées du

gouvernement : le déficit doit ainsi s'élever à 45,6 Mrd€.

Le [gouvernement](#) a adopté en Conseil des ministres les projets de loi visant à introduire des dispositifs de **freins aux prix de l'énergie** pour les ménages et entreprises. Le frein au prix du gaz et de la chaleur devrait coûter 56 Mrd€ jusqu'en 2024, dont 40,3 Mrd€ en 2023. Le frein au prix de l'électricité n'est pas encore officiellement chiffré, mais 43 Mrd€ y sont affectés en tant que financement partiel dans le plan économique 2023 du Fonds de stabilisation économique.

Une étude du [ZEW](#) révèle la montée en puissance des **entreprises publiques** après l'introduction du frein à la dette en 2009. Entre 2008 et 2019, leur nombre a bondi de 14 704 à 19 009. L'encours agrégé de leur dette représentait en 2019 environ 35 % de la dette des administrations publiques.

Politiques sociales

Le Bundestag a adopté le 25 novembre 2022 la [loi](#) introduisant l'allocation citoyenne (**Bürgergeld**) réformant le régime de l'aide sociale aux personnes aptes à travailler (dite aussi Hartz IV). La réforme sera réalisée en deux temps : une première étape au 1^{er} janvier 2023 avec une revalorisation de 12 % de l'allocation et l'introduction d'un « principe de confiance », et une seconde étape au 1^{er} juillet 2023 introduisant des incitations à la formation et à l'emploi.

La part des salariés travaillant dans le segment des **bas salaires** (avec une rémunération horaire brute inférieure à 12,50 € en avril 2022) a baissé à 19 % en avril 2022 (contre 21 % en avril 2018 ; source [Destatis](#)).

Le **marché du travail** reste dans l'ensemble stable selon l'appréciation de [l'Agence](#) fédérale du travail. Le nombre de chômeurs a continué d'augmenter (+0,7 % en novembre, en données corrigées des variations saisonnières) alors que l'emploi a progressé (+0,1 % en octobre en cvs, dernière donnée publiée) ainsi que le volume des heures travaillées (+2,2 % au 3^{ème} trimestre sur un an ; source : [IAB](#)). Par ailleurs, [l'Agence](#) fédérale du travail prévoit un excédent de 2 Md€ pour l'exercice budgétaire de 2023.

Selon des simulations de [l'IAB](#), **l'évolution démographique** conduirait, sans flux migratoire et sans relèvement des taux d'emploi, à un recul de

7 millions de la population active potentielle d'ici 2035. Plusieurs leviers pourraient néanmoins freiner considérablement le déclin. Par ailleurs, selon des projections démographiques de [Destatis](#), le nombre de personnes d'au moins 67 ans (âge légal de départ à la retraite) va connaître une forte hausse (+4 M) pour atteindre plus de 20 M en 2035. Le nombre des plus de 80 ans restera relativement stable d'ici là, mais croîtra ensuite fortement.

Le taux de participation à la **formation continue** a atteint un record en 2020 où, pour la première fois, plus de moitié des salariés (52%) ont participé à des formations continues mises en place par les entreprises (source : [Destatis](#)). Par ailleurs, les dépenses publiques à l'**éducation** ont augmenté de 3,3% en 2021 à 169 Md€ (source : [Destatis](#)).

📊 ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

L'organisme de garantie des retraites **complémentaires d'entreprises** ([PSVaG](#), Cologne) a fixé pour 2022 le taux de cotisation appliqué aux entreprises adhérentes à 1,8 ‰ (0,6 ‰ en 2021). Le taux appliqué aux **caisses de pension** (un des cinq types de retraite complémentaire d'entreprise), intégrées au PSVaG en 2021, sera de 3,3 ‰.

Banques et assurances

Le directeur général de Deutsche Bank [Christian Sewing](#) a été nommé à la tête de la **Fédération bancaire de l'Union européenne** (FBE) pour remplacer Ana Botín (Santander) à partir de février 2023. Par ailleurs, la fédération des banques publiques allemandes [VÖB](#) sera membre de la FBE à compter du 1^{er} janvier prochain.

Lors de la [présentation du rapport sur la stabilité financière](#), la **Bundesbank** a déclaré que, dans le contexte actuel de grande incertitude économique, les banques devaient être très prudentes en ce qui concerne le provisionnement du risque et la distribution de dividendes. Un resserrement du crédit n'étant pas constaté, elle défend les coussins supplémentaires imposés par la BaFin pour rendre les banques plus résilientes.

L'actuel président du conseil de surveillance de **Commerzbank** a, en accord avec le ministère fédéral des Finances, proposé comme successeur à son poste [Jens Weidmann](#), le précédent président de la Bundesbank. Par ailleurs, Commerzbank a accepté d'entamer des négociations en vue de la signature d'une convention collective dans sa filiale [ComTS](#) (cf. BE n° 18/22).

Après notamment les banques mutualistes Sparda-Bank Berlin et Volksbank Rhein-Lippe, c'est au tour de Commerzbank d'être condamnée pour avoir exigé des **intérêts négatifs** sur des comptes bancaires. Le tribunal de Francfort a, dans le cas de Commerzbank, estimé que la caractéristique du dépôt à terme était de rapporter un taux d'intérêt à son titulaire. Selon le quotidien financier Börsen-Zeitung, la BaFin a débuté en septembre une enquête auprès de particuliers portant sur les taux d'intérêt négatifs pratiqués par les banques, dans l'objectif

notamment de savoir si les banques avaient poussé leurs clients vers des produits risqués ou chers en invoquant l'argument de l'évitement des taux négatifs. Selon le portail Verivox, en mai 2022, 455 banques prélevaient des taux d'intérêt négatifs à certains de leurs clients.

LBBW accepte l'amende de 498 000 € infligée par la BaFin pour absence de déclaration de soupçon de délit d'initié. L'accusation étant dirigée contre un client, la Landesbank n'a pas donné de détails sur cette affaire en raison du secret bancaire.

Le ministère des Finances a accédé à la demande de la fédération des assureurs, [GDV](#) (cf. BE 11/2022) de prolonger de deux années, jusqu'au 31 décembre 2024, la garantie de l'Etat accordée à **Extremus Versicherungs-AG**. Extremus assure les grands risques (sommes d'assurance supérieures à

25 M€) contre les dommages matériels et les pertes d'exploitation causés par des actes terroristes. La garantie de l'Etat atteint 5,98 Mrd€ qui s'ajoutent aux 2,52 Mrd€ dont dispose Extremus.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international